The Mining Mag

Edition du mois de Juin 2026

- Joël Luaba place les étudiants au coeur des réflexions sur la gouvernance des ressources minières socle du développement
- RDC : l'Action pour la Bonne Gouvernance mise sur la transparence et l'engagement citoyen
- Trois jours de formation intensive pour bâtir une nouvelle génération des chercheurs sur les questions de la gouvernance minière
- 18 juillet 2025 : Immersion des étudiants au Secrétariat technique de l'ITIE-RDC



Gouvernance minière et jeunesse en RDC

Bozwi ya Ekolo

LA RECHERCHE UNIVERSITAIRE AU SERVICE DE LA TRANSPARENCE DES REVENUS MINIERS

21 juillet 2025 : À l'ASADHO, les étudiants découvrent le lien entre ressources minières et droits de l'Homme

24 juillet 2025 : Immersion au CEEC, au coeur de l'expertise minérale congolaise

31 juillet 2025 : Au Conseil Congolais de la Batterie, les étudiants découvrent les enjeux de la transition énergétique

L'encadrement des candidats, une étape clé vers l'excellence académique

ABG Action pour la Bonne Gouvernance

coopération allemande DEUTSCHE ZUSAMMENARBEIT

Cofinance par l'Union européenne

giz Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH

The Mining Magazine

Éditeur
The Mining Magazine

Directeur générale
Grâce DIOMI

Directeur de Publication
Emvie Kabalo

Secrétaire de rédaction
Pasta Tshibangu

Équipe de la rédaction
Reaguen Shindanu
Narcisse Ntumba
Nocrea Nkodia
Kadi Mbomuya
Steve Kambangu
Henriette Mbengu
Emvie Kabalo
Shukrani Mbombo
Pasta Tshibangu
Thierry Kasongo
Saron Kitenge

Design
FIN

Photographe
GIZ

Facebook : The Mining Magazine
Contact : +243 89 33 36 891

Sommaire



6

» Joël Luaba place les étudiants au coeur des réflexions sur la gouvernance des ressources minières socle du développement



8

» RDC : l'Action pour la Bonne Gouvernance mise sur la transparence et l'engagement citoyen



10

» RDC : l'Action pour la Bonne Gouvernance mise sur la transparence et l'engagement citoyen

giz Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH

11 » Gouvernance minière et jeunesse en RDC "Bozwi ya Ekolo" : la recherche universitaire au service de la transparence des revenus miniers

13 » Les ambitions d'un concours au service de la bonne gouvernance minière

15 » Les activités du projet : un parcours d'apprentissage, de recherche et d'excellence

19 » Les conférences circulaires, un espace d'échanges sur les enjeux du secteur minier

20 » Le Lancement Officiel du Concours «Bozwi ya Ekolo»

22 » Candidats au Concours Bozwi ya Ekolo (suite)

26 » Trois jours de formation intensive pour bâtir une nouvelle génération des chercheurs sur les questions de la gouvernance minière

30 » 18 juillet 2025 : Immersion des étudiants au Secrétariat technique de l'ITIE-RDC

32 » 21 juillet 2025 : À l'ASADHO, les étudiants découvrent le lien entre ressources minières et droits de l'Homme

34 » 24 juillet 2025 : Immersion au CEEC, au coeur de l'expertise minérale congolaise

36 » 31 juillet 2025 : Au Conseil Congolais de la Batterie, les étudiants découvrent les enjeux de la transition énergétique

38 » L'encadrement des candidats, une étape clé vers l'excellence académique

40 » Concours « Bozwi Ya Ekolo »: une cérémonie de clôture sous le signe de l'excellence et de l'engagement citoyen

46 » Concours « Bozwi Ya Ekolo » : Les étudiants mettent leur expertise au service de la mobilisation et la gestion des revenus du secteur minier en RDC

The Mining Magazine

EDITORIAL



RDC :
Investir dans la connaissance pour mieux gouverner les ressources minieres

La République Démocratique du Congo considéré comme l'un des pays les plus riches au monde en ressources minières, devrait bien savoir que la véritable richesse ne réside pas uniquement dans le sous-sol. Elle se trouve également dans les idées, les compétences et la capacité des citoyens à comprendre, analyser et proposer des solutions aux défis liés à la gestion de ces ressources. C'est cette conviction qui a guidé l'organisation du Concours universitaire des meilleurs mémoires sur la mobilisation et la gestion des revenus du secteur minier, « Bozwi Ya Ekolo ».

A travers cette initiative portée par l'Action pour la Bonne Gouvernance (ABG), avec l'appui technique et financier de la GIZ et le cofinancement de l'Union européenne dans le cadre du projet Développement économique intégré du secteur minier (DISM II), un pari a été fait : celui d'investir dans la connaissance pour contribuer à une meilleure gouvernance du secteur minier en République démocratique du Congo.

Le succès rencontré par ce concours confirme que cet investissement est non seulement pertinent, mais nécessaire. Les étudiants des universités de la ville province de Kinshasa ont répondu présents avec des travaux de qualité, démontrant un intérêt croissant pour les questions de fiscalité, de transparence et de gestion des revenus miniers. À travers leurs recherches, ils ont apporté un regard neuf sur des enjeux qui touchent directement au développement du pays.

A l'heure où la RDC cherche transformer son immense potentiel minier en prospérité partagée, la recherche scientifique apparaît comme un outil stratégique. Les débats sur les revenus miniers ne peuvent être réservés aux seuls experts ou décideurs. Ils doivent également s'appuyer sur les réflexions du monde académique, véritable laboratoire d'idées et d'innovations.

Les mémoires présentés dans le cadre de ce concours illustrent cette réalité. Ils démontrent que les universités congolaises disposent d'un capital intellectuel capable de contribuer à l'amélioration des politiques publiques et au renforcement de la gouvernance du secteur extractif. Ils rappellent également qu'aucune réforme durable ne peut être envisagée sans un investissement continu dans la formation, la recherche et la production des connaissances.

Ce numéro spécial met à l'honneur ces jeunes chercheurs dont les travaux constituent une contribution précieuse au débat public. Il témoigne aussi de l'importance de créer des passerelles entre les universités, les institutions publiques et les organisations engagées dans la promotion de la bonne gouvernance.

Au moment où s'achève cette initiative, une certitude demeure: investir dans la connaissance, c'est investir dans l'avenir. Car les ressources minières peuvent s'épuiser, mais les compétences, l'expertise et le savoir constituent des richesses durables, capables d'accompagner la RDC sur le chemin d'un développement inclusif et responsable.

C'est tout le sens du concours « Bozwi Ya Ekolo » : faire de la connaissance une richesse nationale au service de la bonne gouvernance et du développement. Son impact continuera à rayonner au sein du monde universitaire, des institutions publiques et des organisations oeuvrant pour la transparence et la bonne gouvernance en RDC.

Puisse cette publication inspirer de nouvelles vocations, stimuler davantage la recherche scientifique et contribuer à faire des ressources naturelles de la RDC un véritable levier de développement au service des générations présentes et futures.

Équipe de la rédaction

CONCOURS « BOZWI YA EKOLO »

JOËL LUABA PLACE LES ÉTUDIANTS AU COEUR DES RÉFLEXIONS SUR LA GOUVERNANCE DES RESSOURCES MINIÈRES, SOCLE DU DÉVELOPPEMENT

Dans un contexte où la gestion transparente des ressources naturelles demeure un enjeu majeur pour le développement de la République démocratique du Congo, le concours universitaire des meilleurs mémoires sur la mobilisation et la gestion des revenus du secteur minier, baptisé « BOZWI YA EKOLO », s'est imposé comme une initiative innovante plaçant la recherche académique au coeur des débats sur la gouvernance publique.

Porté par l'Association Action pour la Bonne Gouvernance (ABG), ce projet a permis de valoriser les travaux de jeunes chercheurs congolais tout en favorisant la production de connaissances susceptibles d'alimenter les réformes du secteur extractif.
Pour Monsieur Joël Luaba, coordonnateur de l'ONG Action pour la Bonne Gouvernance (ABG), la réalisation de ce concours traduit avant tout une volonté claire : offrir aux étudiants congolais une plateforme d'expression, de réflexion et d'excellence capable de révéler leur potentiel et leur contribution au développement de la République démocratique du Congo.

Convaincu que les grandes transformations du pays passent également par la valorisation du savoir et de la recherche scientifique, Joël Luaba a fait de ce concours un cadre privilégié permettant aux étudiants de se distinguer par la qualité de leurs analyses et de leurs propositions sur des questions stratégiques liées à la gouvernance des ressources minières. Pour lui, les universités congolaises regorgent de talents dont les travaux méritent d'être mieux connus, mieux valorisés et davantage pris en compte dans les processus de décision publique.

« BOZWI YA EKOLO » marque l'aboutissement d'un processus qui a fait de la recherche universitaire un levier stratégique pour renforcer la transparence, la redevabilité et l'efficacité dans la mobilisation des recettes issues du secteur minier. À travers ce concours, l'ABG a souhaité créer un espace d'échange où la rigueur scientifique rencontre les réalités économiques et institutionnelles du pays.

Au-delà de la compétition académique, l'initiative a offert une visibilité nouvelle aux étudiants et jeunes chercheurs dont les travaux apportent des analyses pertinentes sur les défis liés à la fiscalité minière, à la gestion des revenus extractifs et à la redistribution des richesses nationales. Les mémoires présentés démontrent le potentiel de la recherche congolaise à contribuer aux réflexions stratégiques sur l'avenir du secteur minier.

Selon Joël Luaba, l'avenir de la RDC dépend également de sa capacité à mobiliser son capital humain et intellectuel. En donnant la parole aux étudiants et en valorisant leurs recherches, « BOZWI YA EKOLO » s'inscrit dans une dynamique de promotion de l'excellence académique et de l'engagement citoyen. Le concours laisse ainsi en héritage une génération de jeunes chercheurs conscients de leur rôle dans la construction d'une gouvernance plus transparente, plus efficace et davantage tournée vers l'intérêt général.

L'un des principaux acquis du projet réside dans le rapprochement entre le monde universitaire et les institutions impliquées dans la gouvernance publique. En établissant un pont entre la production scientifique et les politiques publiques, le concours a encouragé l'émergence d'une nouvelle génération de chercheurs engagés dans la promotion de la transparence et de la bonne gouvernance.

Pour le coordonnateur de L'ABG, la pérennisation de cette oeuvre s'inscrit dans cette dynamique de valorisation et de capitalisation des connaissances. Il retrace les différentes étapes du concours, présente les travaux distingués par le jury et met en lumière les recherches des lauréats. Il rassemble également les enseignements tirés de cette expérience afin d'encourager une plus grande intégration de la recherche dans les processus décisionnels liés à la gestion des ressources naturelles.

À l'en croire, l'ambition est également de promouvoir une collaboration accrue entre les organisations intervenant dans le secteur minier, les institutions publiques et le monde académique. Elle vise stimuler l'engagement des jeunes dans les questions de gouvernance et à démontrer le rôle essentiel de la connaissance dans la construction de politiques publiques plus efficaces et plus inclusives.

Par ailleurs, M. Joël LUABA estime que la réussite de cette initiative a été rendue possible grâce l'appui de plusieurs partenaires académiques, institutionnels, techniques et financiers. L'ABG adresse une reconnaissance particulière à la coopération allemande, à travers la GIZ, avec le cofinancement de l'Union européenne, pour son accompagnement déterminant dans la mise en oeuvre du projet. Les organisateurs saluent également l'expertise et l'appui technique du Secrétariat technique de l'Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives en RDC (ITIE-RDC), ainsi que la contribution de nombreux experts et institutions ayant participé au succès du concours.
Les félicitations selon lui,

sont enfin adressées à l'ensemble des finalistes, dont l'engagement, la créativité et la qualité des analyses ont démontré la vitalité de la recherche universitaire congolaise. Chaque mémoire présenté constitue une contribution précieuse à la réflexion collective sur la gestion durable des ressources minières du pays.

En mettant en lumière ces travaux, « BOZWI YA EKOLO » rappelle que la connaissance demeure l'un des outils les plus puissants pour promouvoir une gouvernance responsable des ressources naturelles. Les enseignements tirés de cette initiative sont appelés à inspirer les futures générations d'étudiants, de chercheurs et de décideurs engagés dans la construction d'un secteur minier plus transparent, plus équitable et davantage orienté vers le développement durable et l'amélioration des conditions de vie des populations congolaises.

Narcisse Ntumba,
Éditeur du Magazine Patrie news



RDC :
L'ACTION POUR LA BONNE GOUVERNANCE MISE SUR LA TRANSPARENCE ET L'ENGAGEMENT CITOYEN



Créée le 17 juillet 2020 par un groupe de jeunes Congolais, l'Action pour la Bonne Gouvernance (ABG) s'est donnée pour mission de promouvoir la transparence, la redevabilité et la lutte contre la corruption, particulièrement dans le secteur extractif en République démocratique du Congo.

Face aux défis liés à la gestion des ressources naturelles et à la gouvernance publique, cette organisation non gouvernementale oeuvre pour l'émergence d'une société plus juste, fondée sur les principes de bonne gouvernance et du respect des droits humains.

Parmi ses objectifs prioritaires figurent la lutte contre la corruption, le détournement des deniers publics, l'impunité ainsi que les violations des droits de l'homme. L'ABG entend également créer un cadre permanent de réflexion autour de l'exploitation et de la gestion des ressources naturelles de la RDC afin de favoriser un débat national sur la transparence et l'affectation des revenus issus des industries extractives.

L'organisation accorde par ailleurs une place importante l'éducation, la formation et la promotion de la jeunesse, qu'elle considère comme un acteur essentiel du développement durable du pays.

Le champ d'action de l'ABG couvre l'ensemble du territoire national. L'organisation peut également intervenir l'échelle internationale travers différents réseaux dont elle est membre.

Ses interventions s'articulent autour de plusieurs domaines stratégiques. Dans le secteur des ressources naturelles et des industries extractives, l'ABG mène des actions axées sur la transparence, la bonne gouvernance, la redevabilité et le suivi de l'affectation des revenus générés par l'exploitation des ressources.

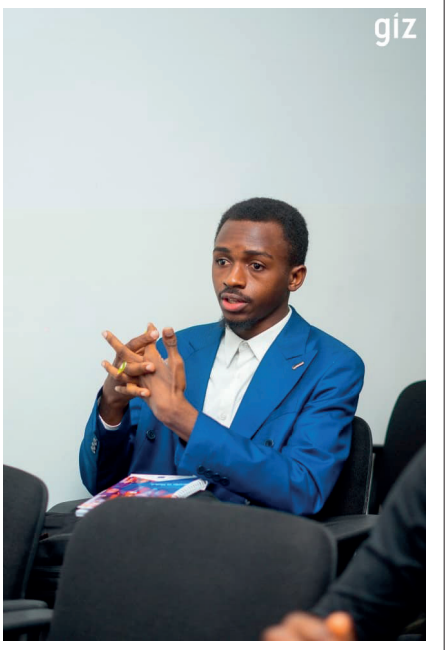
Dans le domaine de la justice, de la paix et des libertés, l'organisation s'investit dans la promotion des droits humains, le plaidoyer citoyen et la lutte contre la corruption. Elle intervient également dans les secteurs de l'éducation et de la formation travers l'encadrement des jeunes et la promotion du civisme.

L'ABG s'engage aussi en faveur de l'égalité de genre, notamment à travers la lutte contre les violences basées sur le genre, la protection de l'enfance et des jeunes filles, ainsi que la promotion de la parité. Enfin, l'organisation développe des initiatives liées l'emploi et l'entrepreneuriat afin de contribuer l'autonomisation économique des jeunes.
à travers ses différentes actions, l'Action pour la Bonne Gouvernance ambitionne de renforcer la culture de la transparence et de la participation citoyenne, tout en contribuant à une gestion plus responsable des ressources publiques au bénéfice de l'ensemble des Congolais.

The Mining magazine



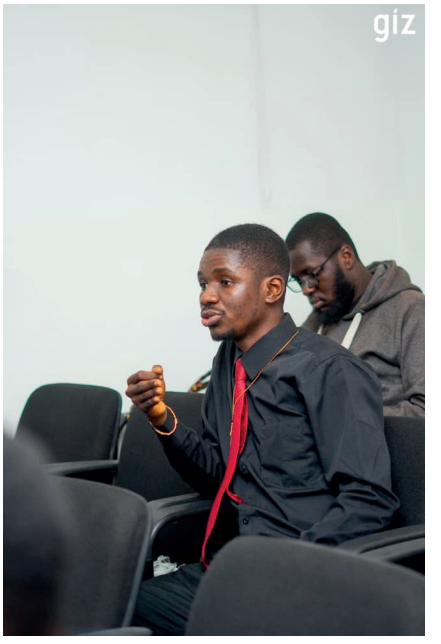








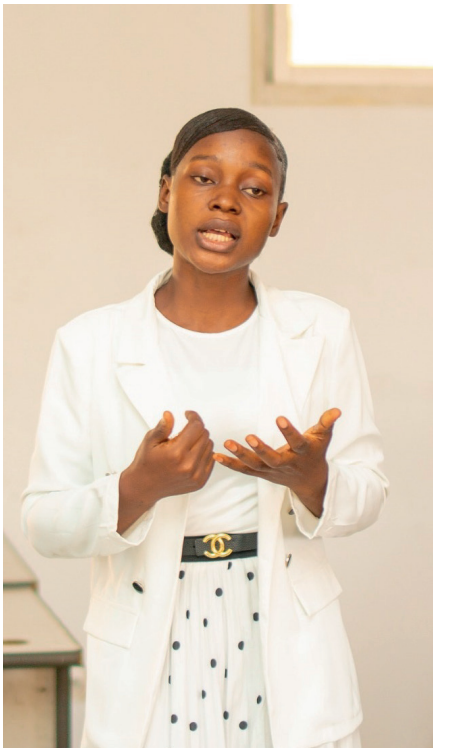






giz Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH





GOUVERNANCE MINIÈRE ET JEUNESSE EN RDC

“BOZWI YA EKOLO” : LES QUESTIONS DE LA MOBILISATION ET GESTION DES REVENUS DU SECTEUR MINIER

Pendant près d'une année, des dizaines d'étudiants issus des principales universités de Kinshasa ont été formés, encadrés et mis en compétition autour des enjeux de la fiscalité et de la gouvernance minière. Porté par l'ABG avec l'appui de la GIZ et de l'Union européenne, le concours « Bozwi ya Ekolo » a démontré que la jeunesse académique peut jouer un rôle déterminant dans l'amélioration de la gestion des ressources naturelles en République démocratique du Congo.

UNE INITIATIVE QUI PLACE LA RECHERCHE ACADÉMIQUE AU COEUR DE LA TRANSPARENCE ET DU DÉVELOPPEMENT

Dans un contexte où la République démocratique du Congo s'affirme comme l'une des principales puissances minières mondiales, la question de la mobilisation et de la gestion des revenus issus de l'exploitation de ses ressources naturelles demeure au coeur des débats sur le développement national. Cuivre, cobalt, or, diamant et autres minerais stratégiques constituent des atouts majeurs pour l'économie congolaise et représentent une source importante de recettes publiques ainsi qu'un levier essentiel pour la croissance économique.

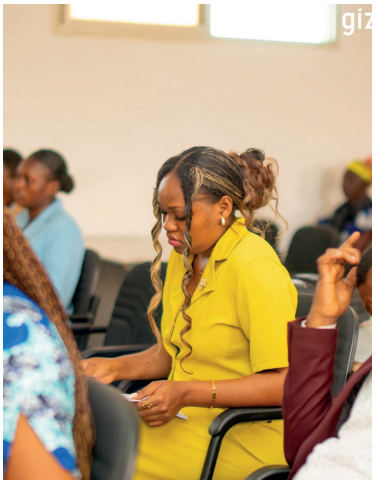
Cependant, malgré ce potentiel exceptionnel, de nombreux défis persistent. La faible performance dans la collecte de certaines recettes, les préoccupations liées à la transparence dans la gestion des ressources, l'évasion des revenus, les inégalités dans la redistribution des richesses minières entre le pouvoir central et les entités territoriales décentralisées, ainsi que l'impact parfois limité de ces revenus sur les conditions de vie des populations riveraines, continuent d'alimenter les réflexions des acteurs publics, de la société civile et du monde académique.

Face à ces enjeux, la recherche scientifique apparaît comme un outil incontournable d'analyse, de proposition et d'orientation des politiques publiques. Les universités congolaises regorgent de jeunes talents dont les travaux académiques apportent des éclairages pertinents sur les mécanismes de gouvernance, de fiscalité et de gestion des ressources extractives. Pourtant, ces contributions demeurent souvent confinées au milieu universitaire et peinent à intégrer les espaces de décision et de débat public. C'est dans cette perspective que l'Action pour la Bonne Gouvernance (ABG) a lancé le concours des meilleurs mémoires sur la mobilisation et la gestion des revenus du secteur minier, baptisé « Bozwi ya Ekolo ». Cette initiative vise à promouvoir l'excellence académique, à encourager la recherche appliquée et à valoriser les réflexions innovantes susceptibles de contribuer à l'amélioration de la gouvernance minière en République Démocratique du Congo.

Au-delà d'une simple compétition intellectuelle, « Bozwi ya Ekolo » se veut une plateforme d'expression et de valorisation de la jeunesse universitaire congolaise. Le projet offre aux étudiants et jeunes chercheurs l'opportunité de mettre leurs connaissances au service







du développement national, tout en participant activement aux réflexions sur une gestion plus efficace, plus transparente et plus équitable des revenus miniers.

À travers ce magazine, nous mettons en lumière les travaux, les idées et les ambitions portés par cette jeunesse engagée. Nous démontrons également que l'avenir de la gouvernance minière en RDC ne se construira pas uniquement dans les institutions publiques ou les entreprises extractives, mais aussi dans les amphithéâtres, les centres de recherche et les universités, où se forge une nouvelle génération d'experts capables d'apporter des solutions durables aux défis du secteur.
« Bozwi ya Ekolo » est ainsi l'illustration d'une conviction forte : les richesses du sous-sol congolais ne pourront pleinement bénéficier à la Nation que si elles s'accompagnent d'un investissement continu dans le savoir, la recherche et l'innovation, portés notamment par la jeunesse.

LES AMBITIONS D'UN CONCOURS AU SERVICE DE LA BONNE GOUVERNANCE MINIÈRE

À travers le concours universitaire « Bozwi ya Ekolo », l'Action pour la Bonne Gouvernance (ABG) ambitionne de faire de la recherche scientifique un véritable levier de transformation de la gouvernance minière en République démocratique du Congo. L'objectif général de cette initiative est de contribuer à l'amélioration de la transparence dans la mobilisation et la gestion des recettes fiscales issues du secteur minier grâce aux apports des travaux académiques réalisés par les étudiants des universités et instituts supérieurs du pays.

Au-delà de la compétition, ce projet constitue un cadre d'apprentissage et de renforcement des capacités destiné à doter les étudiants des connaissances et outils nécessaires pour produire des études susceptibles d'enrichir les réflexions sur la fiscalité minière et la gestion des ressources naturelles. Il s'agit de promouvoir une culture de recherche orientée vers les enjeux concrets du développement national et de rapprocher davantage le monde académique des préoccupations liées à la gouvernance publique.
Le concours s'inscrit également dans la dynamique du projet « Développement Économique Intégré du Secteur Minier » (DISM II), mis en oeuvre par la GIZ avec l'appui financier de l'Union européenne. Cette initiative vise notamment à accompagner la République Démocratique du Congo dans la valorisation responsable de ses ressources minérales afin de générer davantage de valeur ajoutée locale, stimuler la création d'emplois et favoriser un développement économique durable.
À travers cette démarche, « Bozwi ya Ekolo » participe aux efforts entrepris pour renforcer la contribution du secteur minier au développement du pays et à la réduction de la pauvreté, en faisant de la jeunesse universitaire un acteur à part entière des réformes et des réflexions sur l'avenir des ressources extractives congolaises.

DES OBJECTIFS SPÉCIFIQUES ORIENTÉS VERS L'ACTION

Pour atteindre cette ambition, le concours poursuit plusieurs objectifs spécifiques :
- Promouvoir la recherche scientifique sur les questions liées à la transparence, à la mobilisation et à la gestion des recettes fiscales du secteur minier, dans une perspective de renforcement de la bonne gouvernance en RDC ;
- Sensibiliser et encourager les étudiants congolais à intégrer les problématiques minières dans leurs travaux de recherche en adoptant une approche multidisciplinaire et transversale ;

- Stimuler l'intérêt des milieux académique, scientifique et estudiantin pour les enjeux du secteur extractif, afin de faire émerger des analyses, des propositions et des solutions innovantes à travers la production de travaux scientifiques de qualité ;
- Favoriser l'émergence d'une nouvelle génération de chercheurs et d'experts capables d'accompagner les réformes visant une gestion plus efficace, plus transparente et plus inclusive des revenus miniers.

À travers ces objectifs, « Bozwi ya Ekolo » veut démontrer que la recherche universitaire peut constituer un puissant moteur de changement et contribuer activement à une meilleure gouvernance des ressources naturelles au bénéfice de l'ensemble de la population congolaise.

RÉSULTATS CLÉS DU PROJET : UNE JEUNESSE MOBILISÉE POUR LA GOUVERNANCE MINIÈRE

Au terme de sa mise en oeuvre, le concours universitaire « Bozwi ya Ekolo » a enregistré des résultats significatifs qui témoignent de l'intérêt croissant de la jeunesse congolaise pour les enjeux liés à la gouvernance des ressources naturelles et à la gestion des revenus miniers.

L'une des principales réussites du projet réside dans sa capacité à sensibiliser et à renforcer les connaissances des jeunes sur des questions souvent considérées comme techniques, mais essentielles pour le développement du pays. Près de 500 étudiants ont ainsi été sensibilisés aux problématiques de la fiscalité minière, de la parafiscalité et de la transparence dans le secteur extractif. Parmi eux, 25 étudiants sélectionnés, ainsi que 10 membres de l'Action pour la Bonne Gouvernance (ABG), ont bénéficié d'une formation approfondie portant notamment sur les mécanismes de mobilisation des recettes minières et sur les standards de l'Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives (ITIE-RDC).

Au-delà du renforcement des capacités, le projet a permis de stimuler concrètement la production scientifique. Grâce à l'accompagnement offert dans le cadre du concours, 25 mémoires de fin d'études ont été élaborés par des étudiants issus de différentes universités et instituts supérieurs de Kinshasa. Ces travaux ont porté sur diverses thématiques liées à la mobilisation, à la gestion et à la redistribution des revenus du secteur minier, contribuant ainsi à enrichir la réflexion nationale sur la gouvernance des ressources extractives. Le concours a également mis en lumière l'excellence académique et l'engagement de la jeunesse congolaise. à l'issue du processus d'évaluation, 10 étudiants finalistes, dont 50 % de femmes, ont été récompensés pour la qualité de leurs recherches. Cette reconnaissance constitue non seulement une valorisation du mérite scientifique, mais aussi un encouragement à poursuivre des travaux de recherche orientés vers les défis du développement de la RDC.

Au-delà des chiffres, l'impact du projet se mesure également à travers la richesse des analyses produites. Les recherches réalisées ont permis de formuler plusieurs pistes de réflexion et recommandations susceptibles de contribuer à l'amélioration de la mobilisation des recettes minières, au renforcement de la transparence et à une gestion plus efficace des revenus générés par l'exploitation des ressources naturelles. Ainsi, « Bozwi ya Ekolo » aura démontré qu'en investissant dans la connaissance et dans le potentiel de la jeunesse universitaire, il est possible de faire émerger des idées novatrices et des solutions concrètes pour accompagner les réformes en faveur d'une gouvernance minière plus responsable, plus transparente et davantage tournée vers le développement durable du pays.

LES INSTITUTIONS CIBLÉES : À LA RECHERCHE DE L'EXCELLENCE ACADÉMIQUE

Dès sa conception, le concours universitaire « Bozwi ya Ekolo » s'est donné pour ambition de mobiliser les meilleurs talents issus des principales institutions d'enseignement supérieur de la ville de Kinshasa autour des enjeux liés à la gouvernance et à la fiscalité du secteur minier. Le projet a ainsi ciblé les étudiants finalistes de deuxième cycle de plusieurs universités et instituts supérieurs reconnus pour la qualité de leur formation et leur contribution à la production du savoir en RD Congo. Parmi les établissements concernés figuraient notamment l'Université de Kinshasa (UNIKIN), l'Université Catholique du Congo (UCC), l'Université Libre de Kinshasa (ULK), l'Université Protestante au Congo (UPC) ainsi que l'Institut Supérieur Pédagogique de la Gombe (ISP-Gombe).

L'engouement suscité par cette initiative a largement dépassé les attentes. Plus d'une centaine d'étudiants ont manifesté leur intérêt en soumettant leurs candidatures, démontrant ainsi l'intérêt croissant de la jeunesse universitaire pour les questions de gouvernance des ressources naturelles et de développement économique du pays. Face à cette forte mobilisation, un processus de sélection rigoureux a été mis en place afin d'identifier les candidats les plus aptes à participer



au concours. Les dossiers ont été examinés par un jury composé d'experts et de professionnels, sur la base de critères académiques préalablement définis. À l'issue de cette évaluation, seuls 25 étudiants finalistes ont été retenus pour intégrer le programme de formation et poursuivre l'aventure « Bozwi ya Ekolo ».

Cette sélection a permis de constituer une cohorte représentative de l'excellence académique kinoise, réunissant des étudiants issus de disciplines diverses mais partageant une même volonté : mettre leurs connaissances au service de la réflexion sur la mobilisation et la gestion des revenus miniers en RDC.

À travers ce choix d'ouverture aux principales institutions universitaires de la capitale, les initiateurs du projet ont voulu favoriser l'émulation intellectuelle, encourager le débat scientifique et créer un espace où les futurs cadres du pays peuvent confronter leurs idées, leurs analyses et leurs propositions sur l'un des secteurs les plus stratégiques de l'économie nationale.

Il faut noter que, le concours « Bozwi ya Ekolo » a ainsi démontré que les universités congolaises constituent un véritable réservoir de compétences et d'innovations capable d'accompagner les efforts visant à renforcer la transparence, la bonne gouvernance et la valorisation durable des ressources minières du pays.

LES ACTIVITÉS DU PROJET : UN PARCOURS D'APPRENTISSAGE, DE RECHERCHE ET D'EXCELLENCE

Le concours universitaire « Bozwi ya Ekolo » ne s'est pas limité à la simple production de mémoires académiques. Il s'est articulé autour d'un ensemble d'activités complémentaires conçues pour accompagner les étudiants tout au long de leur parcours, depuis la sensibilisation jusqu'à la valorisation de leurs travaux de recherche. Avant le lancement officiel du concours, plusieurs travaux préparatoires ont été réalisés afin de définir le cadre méthodologique du projet, mobiliser les partenaires et mettre en place les mécanismes de sélection, d'encadrement et d'évaluation des participants.

Une vaste campagne de sensibilisation a ensuite été menée dans des sites universitaires et instituts supérieurs ciblés de la ville de Kinshasa. Cette étape a permis de présenter les objectifs du projet, de susciter l'intérêt des étudiants et de les encourager à s'approprier les problématiques liées à la mobilisation et à la gestion des revenus du secteur minier.

Dans la même dynamique, des conférences circulaires ont été organisées au sein des établissements d'enseignement supérieur afin de créer un cadre d'échanges entre étudiants, chercheurs et experts du secteur. Ces rencontres ont permis d'aborder les principaux défis de la gouvernance minière en RDC et d'orienter les réflexions des futurs candidats.

Le projet a été officiellement lancé au cours d'une cérémonie réunissant les partenaires, les représentants du monde académique, les institutions publiques ainsi que les étudiants intéressés par le concours. Cette activité a marqué le début d'un processus qui allait conduire à la production de travaux scientifiques portant sur l'un des secteurs les plus stratégiques de l'économie nationale.

Après réception des dossiers, une phase de sélection rigoureuse a été organisée afin d'identifier les candidats répondant aux critères académiques établis par le jury. Cette étape a permis de retenir les étudiants qui allaient bénéficier d'un accompagnement spécifique dans le cadre du projet.

Les participants sélectionnés ont ensuite pris part à plusieurs séminaires de formation consacrés aux thématiques de la fiscalité

minière, de la parafiscalité, de la transparence dans les industries extractives et de la gouvernance des ressources naturelles. Ces sessions ont offert aux étudiants des connaissances approfondies et des outils méthodologiques indispensables à la réalisation de leurs recherches.
Afin de rapprocher les participants des réalités du terrain, des visites guidées ont également été organisées auprès de plusieurs institutions publiques et privées intervenant dans le secteur minier. Ces échanges ont permis aux étudiants de mieux comprendre les mécanismes de mobilisation, de gestion et de contrôle des revenus issus de l'exploitation minière.
Tout au long du processus, les candidats ont bénéficié de sessions d'encadrement assurées par des experts et des professionnels, destinées à les accompagner dans l'élaboration de leurs travaux de fin d'études. Cet accompagnement personnalisé a contribué à renforcer la qualité scientifique des mémoires produits dans le cadre du concours. L'aboutissement de ce parcours a été marqué par les séances de défense des mémoires, au cours desquelles les étudiants ont présenté les résultats de leurs recherches devant un jury chargé d'évaluer la pertinence, l'originalité et la qualité de leurs analyses.

Par ailleurs, le projet s'est clôturé par une cérémonie de remise des prix qui a récompensé les meilleurs travaux et célébré l'engagement des participants. Ce moment de reconnaissance a mis en lumière le talent, la créativité et la contribution de la jeunesse universitaire congolaise aux réflexions sur l'amélioration de la gouvernance du secteur minier.

à travers cet ensemble d'activités, « Bozwi ya Ekolo » a constitué bien plus qu'un concours académique. Il s'est affirmé comme un véritable programme de formation, de sensibilisation et de promotion de l'excellence, démontrant le rôle essentiel que peuvent jouer les étudiants dans la construction d'une gouvernance minière plus transparente et plus efficace au service du développement de la RDC.

LES TRAVAUX PRÉPARATOIRES, FONDEMENT DU SUCCÈS DU CONCOURS



Avant le lancement officiel du concours « Bozwi ya Ekolo », une série de travaux préparatoires a été menée afin de garantir la qualité scientifique et organisationnelle de l'initiative. Cinq réunions de planification ont ainsi été organisées dans le cadre du projet Développement Économique Intégré du Secteur Minier (DISM II) de la GIZ. Ces séances de travail ont réuni les membres du jury ainsi que les représentants de l'Action pour la Bonne Gouvernance (ABG) autour d'un objectif commun : mettre en place un concours crédible, rigoureux et porteur d'impact pour la jeunesse universitaire congolaise. Pilotés par un jury multidisciplinaire composé de six experts issus du monde académique, de la société civile, du secteur minier et de l'Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives (ITIE), ces travaux ont permis d'élaborer et de valider l'ensemble des outils techniques du projet. Les participants ont notamment travaillé sur les critères de sélection des candidats, les mécanismes d'encadrement, les modalités d'évaluation des mémoires ainsi que la programmation détaillée des différentes activités prévues dans le cadre du concours.

Ces rencontres ont également favorisé la mise en commun d'expertises complémentaires, réunissant notamment Joël Luaba, coordonnateur de l'ABG et chef du projet, Patrick Balabala de l'ONG LITRASE, Jean-Pierre Okenda de l'ONG La Sentinelle des Ressources Naturelles, Baudry Omewatu, expert ITIE, ainsi que plusieurs membres de l'ABG et la conseillère technique de la GIZ, Doris Mukwendele. Grâce à ce travail de préparation minutieux, les bases d'un concours innovant et ambitieux ont été solidement posées, ouvrant la voie à une participation active des étudiants dans les réflexions sur la gouvernance des revenus miniers en République démocratique du Congo.

LES CAMPAGNES DE SENSIBILISATION, À LA RENCONTRE DE LA JEUNESSE UNIVERSITAIRE

Du 5 au 7 décembre 2024, l'équipe du projet « Bozwi ya Ekolo » a lancé une vaste campagne de sensibilisation au sein des établissements d'enseignement supérieur et universitaire ciblés à Kinshasa. Organisées autour du thème « Mobilisation et gestion des recettes issues du secteur minier en RDC », ces rencontres ont constitué une étape déterminante dans la mise en oeuvre du concours. L'objectif était de rapprocher les étudiants des enjeux liés à la gouvernance minière et de les encourager à s'intéresser davantage à un secteur qui occupe une place stratégique dans l'économie nationale.

Destinées principalement aux étudiants finalistes de différentes facultés et filières d'études, ces séances d'échanges ont permis de mettre en lumière l'importance de la recherche scientifique dans l'amélioration de la gouvernance des ressources naturelles. Les participants ont été invités à explorer les problématiques liées à la mobilisation des recettes minières, à la transparence et à la gestion des revenus du secteur en s'appuyant sur des sources crédibles et accessibles, notamment les rapports de l'Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives (ITIE-RDC), les publications de l'Inspection Générale des Finances (IGF) ainsi que diverses documentations produites par les institutions publiques et les acteurs du secteur minier.

Animée par les sensibilisateurs de l'Action pour la Bonne Gouvernance (ABG), avec l'appui des comités estudiantins des universités concernées, cette campagne a suscité un vif intérêt auprès de la communauté universitaire. Plus de 400 étudiants ont été sensibilisés aux enjeux de la gouvernance minière et près de 120 étudiants ont manifesté leur volonté de participer au concours.
Ces résultats témoignent non seulement de l'engagement de la jeunesse congolaise pour les questions de développement, mais aussi de l'émergence d'une nouvelle génération de chercheurs désireux de contribuer, par leurs travaux académiques, à une meilleure gestion des ressources minières de la République démocratique du Congo.






BOZWI


giz


U.L.K.


CONCOURS
BOZWI YA EKOLO

LES CONFÉRENCES CIRCULAIRES, UN ESPACE D'ÉCHANGES SUR LES ENJEUX DU SECTEUR MINIER

Dans la continuité des activités de sensibilisation, l'Action pour la Bonne Gouvernance (ABG) a organisé, du 11 au 13 décembre 2024, une série de conférences circulaires au sein de plusieurs établissements d'enseignement supérieur de Kinshasa, notamment à l'Université Protestante au Congo (UPC), à l'Université Libre de Kinshasa (ULK) et à l'Institut Supérieur Pédagogique de la Gombe (ISP-Gombe). Placées sous le thème « La gestion et la mobilisation des recettes issues du secteur minier », ces rencontres ont constitué un véritable cadre de dialogue entre les étudiants, les enseignants et les experts intervenant dans le domaine de la gouvernance des ressources naturelles.

à travers ces conférences, l'ABG a voulu offrir aux participants une meilleure compréhension des réalités du secteur minier congolais, de son importance stratégique pour l'économie nationale ainsi que des défis qui entourent la gestion des revenus générés par l'exploitation des ressources naturelles. L'objectif était également de susciter un intérêt accru du monde universitaire pour les questions minières et d'encourager les étudiants à intégrer ces problématiques dans leurs travaux de recherche, en développant des analyses susceptibles de contribuer à l'amélioration de la gouvernance du secteur.

Les échanges ont porté sur plusieurs thématiques majeures, notamment les notions fondamentales du secteur minier en RDC, ses contraintes, ses enjeux et ses perspectives, ainsi que son impact sur le développement socio-économique du pays. Les participants ont également été édifiés sur le rôle de l'Inspection Générale des Finances (IGF) dans le contrôle de la mobilisation des recettes minières, les résultats enregistrés ainsi que les défis liés à la mise en oeuvre des recommandations formulées. Une attention particulière a été accordée à la transparence dans les industries extractives à travers les mécanismes de l'ITIE, ainsi qu'au rôle que doit jouer l'universitaire congolais dans la production de connaissances innovantes et de solutions adaptées aux défis du secteur extractif. Ces conférences ont ainsi permis de rapprocher davantage le monde académique des réalités de la gouvernance minière et de renforcer la place de la recherche scientifique dans les débats sur le développement de la République démocratique du Congo.







LE LANCEMENT OFFICIEL DU CONCOURS « BOZWI YA EKOLO », UNE MOBILISATION REMARQUABLE DE LA JEUNESSE UNIVERSITAIRE

Le 14 février 2025, l'Université Protestante au Congo (UPC) a servi de cadre au lancement officiel du concours universitaire « Bozwi ya Ekolo », une initiative portée par l'Action pour la Bonne Gouvernance (ABG) avec l'appui de ses partenaires. Cette cérémonie a marqué le coup d'envoi d'un projet ambitieux visant à promouvoir la recherche scientifique sur la mobilisation et la gestion des revenus issus du secteur minier en République démocratique du Congo. Réunissant étudiants, enseignants, experts et acteurs du secteur extractif, l'événement a permis de présenter au public les objectifs du concours, les critères d'éligibilité, le calendrier des activités ainsi que les modalités pratiques de participation.

La cérémonie a été ponctuée par plusieurs interventions de personnalités engagées dans la promotion de la bonne gouvernance et de la transparence dans le secteur minier.

Les travaux ont été ouverts par Monsieur Baudry Omewatu, représentant du Coordonnateur national du Secrétariat technique de l'ITIE-RDC, avant l'allocution de Madame Doris Mukwendele, Conseillère technique de la GIZ. Au nom des étudiants, Monsieur Voldy Ilunga, coordonnateur des étudiants de l'UNIKIN et représentant des étudiants de la RDC, a salué une initiative offrant à la jeunesse universitaire l'opportunité de contribuer aux réflexions sur le développement du pays à travers la recherche.

Prenant la parole à son tour, Monsieur Joël Luaba, coordonnateur national de l'ABG et chef du projet, a présenté les grandes lignes du concours, les critères de sélection ainsi que les attentes vis-à-vis des candidats, avant de procéder au lancement officiel des inscriptions en mettant à la disposition des étudiants le lien électronique de candidature.

La forte mobilisation enregistrée lors de cette activité a confirmé l'intérêt suscité par le projet au sein du monde universitaire. Plus de 120 étudiants issus de plusieurs établissements d'enseignement supérieur de Kinshasa ont pris part à cette cérémonie inaugurale. Au-delà du lancement officiel, l'événement s'est transformé en un véritable espace d'échanges grâce à un débat scientifique ayant réuni étudiants et experts du secteur minier. Les discussions ont porté sur les défis de la gouvernance minière, la transparence dans la gestion des revenus extractifs et le rôle que peut jouer la recherche universitaire dans l'amélioration des politiques publiques. Une dynamique qui a donné le ton d'un concours placé sous le signe de l'excellence académique, de l'innovation et de l'engagement citoyen.







RÉCEPTION DES CANDIDATURES, L'ÉTAPE DÉCISIVE DE LA SÉLECTION

Après la phase de sensibilisation et le lancement officiel du concours « Bozwi ya Ekolo », l'attention s'est portée sur l'examen des candidatures soumises par les étudiants désireux de prendre part à cette initiative consacrée à la gouvernance des revenus du secteur minier.

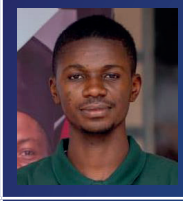
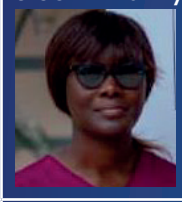
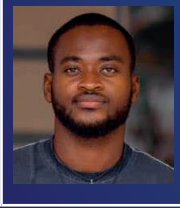
Le 7 mars 2025, les membres du jury se sont réunis dans le cadre d'une session spéciale consacrée à l'analyse des dossiers de candidature et des propositions de sujets de mémoires présentés par les étudiants issus des différentes institutions d'enseignement supérieur et universitaire ciblées par le projet.

Cette étape a constitué un moment déterminant dans le processus de mise en oeuvre du concours. Face à un nombre important de candidatures reçues, le jury a procédé à un examen approfondi de chaque dossier afin d'évaluer la qualité des propositions soumises, leur originalité ainsi que leur pertinence par rapport à la thématique générale du projet. Les membres du jury ont particulièrement accordé une attention à la capacité des sujets proposés à apporter une contribution scientifique aux réflexions sur la mobilisation, la gestion et la transparence des revenus issus du secteur minier en République démocratique du Congo.

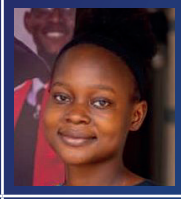
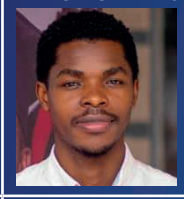
à l'issue de ce processus rigoureux de sélection, 25 candidats ont été retenus pour poursuivre l'aventure « Bozwi ya Ekolo ». Le choix du jury s'est fondé sur la pertinence des sujets, leur ancrage dans les problématiques de gouvernance minière ainsi que leur potentiel à produire des recommandations utiles pour les décideurs et les acteurs du secteur. Cette sélection a marqué le début d'une nouvelle étape du concours, celle de l'accompagnement et de l'encadrement des étudiants appelés à transformer leurs projets de recherche en travaux académiques capables d'alimenter le débat sur la gestion des ressources minières et le développement de la République démocratique du Congo.

Ci-dessous, la liste des 25 candidats retenus pour participer au concours « Bozwi ya Ekolo » :

CANDIDATS AU CONCOURS BOZWI YA EKOLO

N°	NOMS		SUJETS DE MÉMOIRE
01	AMOURI FAZILI 	Sexe : M Institution : ULK Filière : DROIT	Mécanisme de lutte contre la fraude minière en RDC : impact sur la mobilisation des revenus fiscaux.
02	BAMONGO Sarah 	Sexe : F Institution : ULK Filière : ECONOMIE	Analyse des recettes d'affectation spéciale du secteur minier en RDC.
03	CISOLA Vianny 	Sexe : M Institution : ULK Filière : ECONOMIE	La problématique de l'exploitation du secteur minier en RDC.
04	INDA Grace 	Sexe : F Institution : UPC Filière : DROIT	Le contrôle de l'IGF dans le domaine de la mobilisation des recettes minières : résultats et défis, de 2019 à nos jours.
05	BOLINGA Glodi 	Sexe : M Institution : ISP Filière : ECONOMIE	Evaluation de l'apport des recettes minières dans le budget de l'Etat congolais.
06	KALAMBAYI Emmanuel 	Sexe : M Institution : UPC Filière : ECONOMIE	L'apport de l'ITIE dans la bonne gouvernance des entités territoriales décentralisées en RDC.

N°	NOMS		SUJETS DE MÉMOIRE
07	KONGAMBULU Franky 	Sexe : M Institution : ULK Filière : DROIT	Problématique de l'évasion fiscale dans le secteur minier : frein ou développement durable en RDC.
08	LAY NDOY Gemmera 	Sexe : F Institution : ISP Filière : Gestion des Entreprises	Analyse des recettes d'affectation spéciale du secteur minier en RDC.
09	LITOMBO Michée 	Sexe : M Institution : ULK Filière : ECONOMIE	Analyse et perspective de la mobilisation des recettes minières en RDC.
10	MALUKA Georges 	Sexe : M Institution : ISP Filière : Sciences	Impact des revenus issus du secteur minier sur le budget de l'État et leurs contributions au développement durable en RDC.
11	MAPOLA Delma 	Sexe : M Institution : ISP Filière : ECONOMIE	L'impact du contrôle du l'IGF dans la gouvernance du secteur minier de la RDC, de 2018 à 2022.
12	MAYALO Christivie 	Sexe : F Institution : ISP Filière : Sciences Commerciales et Administratives	Problématique de la fraude minière sur les revenus fiscaux en RDC : rôle de la transparence et du contrôle permanent.

N°	NOMS		SUJETS DE MÉMOIRE
13	MBAWOTO BOPE Esther 	Sexe : F Institution : UNIKIN Filière : DROIT	De la transparence et de la divulgation d'informations dans le secteur minier en droit congolais.
14	KALONGA Ariel 	Sexe : M Institution : UPC Filière : ECONOMIE	Les déterminants de la fraude fiscale dans le secteur minier.
15	MIANDABU Ruth 	Sexe : F Institution : ISP Filière : Gestion des entreprises	Problématique de recouvrement des recettes fiscales du secteur minier de la RDC.
16	MUKISHI Trésor 	Sexe : F Institution : UPC Filière : DROIT	Mécanisme de la mobilisation des recettes fiscales par les entreprises du secteur minier en RDC.
17	MUKOKO Merveille 	Sexe : M Institution : ISP Filière : ECONOMIE Filière : Gestion des Entreprises	Nécessité d'une gestion managériale des recettes du secteur minier congolais.
18	TSHIMBALANGA Peter 	Sexe : M Institution : UPC Filière : ECONOMIE	L'apport de l'ITIE dans la bonne gouvernance des entités territoriales décentralisées en RDC.

N°	NOMS		SUJETS DE MÉMOIRE
19	MUMBA Jireh 	Sexe : M Institution : ULK Filière : ECONOMIE	L'impact de la mobilisation des recettes minières sur la stabilité du taux d'échange en RDC.
20	NSALA Pierette 	Sexe : F Institution : ULK Filière : ECONOMIE	Analyse de la transparence et de la traçabilité dans la gestion des revenus miniers.
21	NGINDU KAPONGO Layine 	Sexe : F Institution : ISP Filière : Sciences Commerciales et Administratives	Impact du secteur minier sur le développement socio-économique de la RDC : analyse et perspective.
22	NSALA Pierette 	Sexe : F Institution : UPC Filière : ECONOMIE	Gouvernance minière en RDC : défis et perspectives du développement durable, « cas du contrat Sicomines ».
23	NTUMBA TSHIMANGA Fils 	Sexe : M Institution : ISP Filière : Gestion des Entreprises	Impact de l'audit sur l'amélioration de la mobilisation des recettes minières en RDC.
24	PEMBE Emilianne 	Sexe : F Institution : UNIKIN Filière : DROIT	L'impact de la révision du code minier de 2002 sur la gestion des ressources naturelles et l'environnement en RDC.
25	PEMBE Emilianne 	Sexe : F Institution : UPC Filière : ECONOMIE	Perceptive d'un modèle de développement durable sur le secteur minier et l'industrialisation locale.

TROIS JOURS DE FORMATION INTENSIVE POUR BÂTIR UNE NOUVELLE GÉNÉRATION DES CHERCHEURS SUR LES QUESTIONS DE LA GOUVERNANCE MINIÈRE

L'une des étapes majeures du concours universitaire « Bozwi ya Ekolo » a été l'organisation d'un séminaire de formation de haut niveau consacré à la transparence et à la fiscalité minière. Tenue du 19 au 21 mars 2025 dans la salle DFAC (Ex Maisha Park), dans la commune de la Gombe à Kinshasa, cette session intensive de trois jours a réuni les 25 étudiants retenus pour le concours ainsi que plusieurs membres de l'Action pour la Bonne Gouvernance (ABG). Conçue comme un véritable laboratoire de connaissances et d'échanges, cette formation visait à renforcer les capacités des participants et à leur fournir les outils indispensables à la réalisation de travaux scientifiques de qualité sur la mobilisation et la gestion des revenus du secteur minier.

Animées par des experts reconnus du secteur extractif, de la gouvernance publique et du monde académique, les différentes sessions ont permis aux participants d'approfondir leur compréhension des enjeux liés à l'exploitation des ressources naturelles en République démocratique du Congo.
Parmi les intervenants figuraient notamment Serge Muyelini, expert du secteur minier, Maître Jean-Pierre Okenda, expert sénior en fiscalité minière, Caleb Bonyi, expert de l'Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives (ITIE), ainsi que le Professeur Fiston Kabamba, chargé des modules consacrés à la méthodologie de recherche scientifique.

À travers leurs interventions, les étudiants ont été initiés aux fondamentaux de la recherche académique, aux défis liés à la collecte et à l'analyse des données, ainsi qu'aux méthodes permettant de produire des travaux innovants répondant aux standards scientifiques.

Le programme de formation a été structuré autour de trois axes majeurs. Le premier portait sur l'innovation dans l'élaboration des travaux scientifiques, avec un accent particulier sur les méthodologies de recherche, la formulation des problématiques et les techniques de collecte des données. Le deuxième était consacré au secteur minier congolais, abordant notamment la contribution du secteur à l'économie nationale, le cadre juridique et réglementaire, les mécanismes de fiscalité minière, les différents types de revenus générés par l'activité extractive ainsi que l'analyse de contrats miniers stratégiques, dont le partenariat SICOMINES.

Enfin, le troisième axe a permis aux participants de mieux comprendre le fonctionnement de l'ITIE, les exigences de la Norme ITIE 2023 ainsi que les méthodes d'exploitation et d'analyse des rapports publiés dans le cadre de cette initiative internationale de transparence.
Au-delà des enseignements théoriques, cette formation s'est distinguée par son approche pratique et interactive. Des études de cas, des exercices d'analyse documentaire ainsi que des échanges directs avec des experts de la société civile et des représentants des services d'assiette fiscale ont permis aux étudiants de confronter leurs connaissances aux réalités du terrain. Ces interactions ont enrichi les débats et offert aux participants une vision plus concrète des défis liés à la gouvernance des revenus miniers en RDC.
Cette session de renforcement des capacités a constitué bien plus qu'un simple séminaire académique. Elle a permis de créer un espace de dialogue entre chercheurs, experts et futurs professionnels du secteur, tout en contribuant à l'émergence d'une nouvelle génération de jeunes analystes capables d'apporter des solutions innovantes aux défis de la transparence, de la fiscalité et de la gouvernance minière. à l'issue des travaux, les participants ont reçu des certificats de formation, marquant ainsi l'aboutissement d'une étape essentielle dans leur parcours au sein du concours « Bozwi ya Ekolo ».

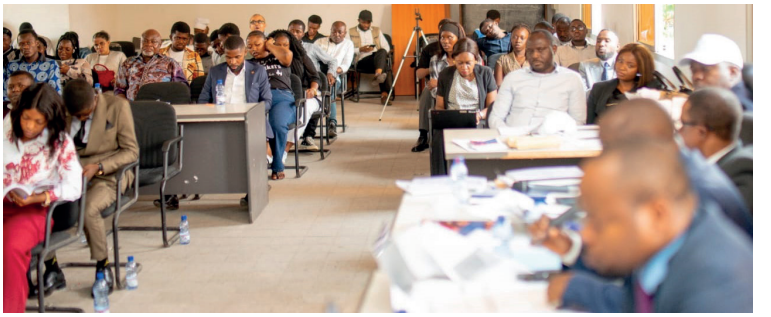
giz Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH




giz




giz




giz













giz Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH









18 juillet 2025 :
IMMERSION DES ÉTUDIANTS AU SECRÉTARIAT TECHNIQUE DE L'ITIE-RDC



Dans le cadre des activités de renforcement des capacités prévues par le concours universitaire « Bozwi ya Ekolo », les étudiants finalistes ont effectué, le 18 juillet 2025, une visite guidée au Secrétariat technique de l'Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives (ITIE-RDC). Cette activité s'inscrivait dans la volonté des organisateurs de rapprocher les participants des institutions clés intervenant dans la gouvernance du secteur extractif et de leur permettre de mieux comprendre les mécanismes de transparence appliqués à la gestion des ressources naturelles en République démocratique du Congo.

La visite a été facilitée par Monsieur Patrick Katuta , expert de l'ITIE-RDC, qui a retracé l'historique, les principes fondamentaux et le fonctionnement de cette initiative internationale de transparence. À travers une présentation riche en informations, il a rappelé le contexte de création de l'ITIE, ses objectifs ainsi que son rôle dans l'amélioration de la gouvernance des ressources extractives à travers le monde.

Les participants ont également été informés du parcours de la République démocratique du Congo au sein de cette initiative, depuis son adhésion en 2005 jusqu'à l'obtention du statut de pays conforme en 2013. Les échanges ont également porté sur l'importance des rapports ITIE, véritables outils de référence permettant de suivre les revenus générés par les industries extractives ainsi que leur affectation dans les finances publiques.

Au cours de cette rencontre, plusieurs défis liés à la mise en oeuvre de l'ITIE ont été abordés, notamment les questions de corruption, de redevabilité et de bonne gouvernance dans la gestion des ressources naturelles. Ces thématiques ont donné lieu à des échanges nourris entre les étudiants, les membres de l'Action pour la Bonne Gouvernance (ABG) et les experts présents. Les participants ont ainsi pu approfondir leur compréhension des enjeux qui entourent la transparence dans le secteur extractif et mesurer l'importance de l'accès à l'information dans le contrôle citoyen de la gestion des revenus miniers.

La visite s'est poursuivie par une découverte des installations du Secrétariat technique de l'ITIE-RDC, offrant aux étudiants un aperçu concret du fonctionnement quotidien de cette institution. Le moment fort de cette immersion a été la rencontre avec Monsieur Jean-Jacques Kayembe, Coordonnateur du Secrétariat technique de l'ITIE-RDC. Dans une atmosphère conviviale et empreinte de pédagogie, celui-ci a partagé son expérience professionnelle et prodigué de précieux conseils aux étudiants, les invitant à faire preuve de rigueur, d'intégrité et de persévérance dans leurs parcours académiques et professionnels.

Au-delà de son caractère pédagogique, cette visite a constitué une expérience marquante pour les participants du concours « Bozwi ya Ekolo ». Elle leur a permis de mieux appréhender le rôle stratégique de l'ITIE dans la promotion de la transparence et de la redevabilité, tout en renforçant leur engagement en faveur d'une gouvernance responsable des ressources naturelles. Cette immersion restera comme l'un des moments forts du projet, illustrant la volonté de l'ABG de conjuguer apprentissage théorique et découverte des réalités institutionnelles qui façonnent le secteur extractif congolais.

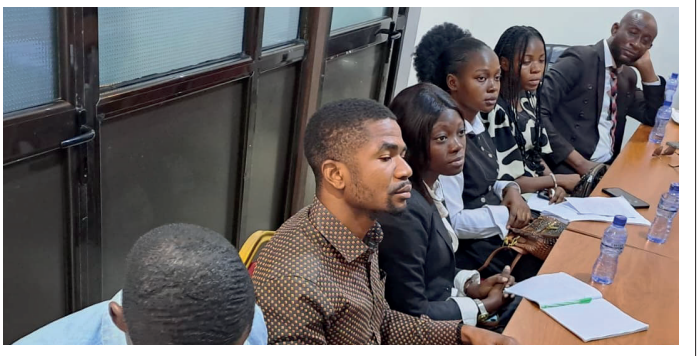
giz Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH


Atelier National sur
la Redynamisation
du Processus ITIE
en RDC






iTiE RDC







21 juillet 2025 :

À L'ASADHO, LES ÉTUDIANTS DÉCOUVRENT LE LIEN ENTRE RESSOURCES MINIÈRES ET DROITS DE L'HOMME







giz Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH

Trois jours après leur immersion au Secrétariat technique de l'ITIE-RDC, les étudiants finalistes du concours « Bozwi ya Ekolo » ont poursuivi leur parcours de découverte institutionnelle à travers une visite organisée le 21 juillet 2025 au siège de l'Association africaine de défense des droits de l'Homme (ASADHO).

Cette rencontre s'inscrivait dans la volonté des organisateurs d'offrir aux participants une compréhension multidimensionnelle des enjeux liés à l'exploitation des ressources naturelles en République démocratique du Congo, en mettant en lumière les interactions entre gouvernance minière, transparence et respect des droits fondamentaux.

Accueillis par Me Jean-Claude Katende, président national de l'ASADHO, les étudiants ont bénéficié d'un échange approfondi sur les liens étroits entre l'exploitation des ressources minières et la protection des droits de l'Homme. à travers une analyse nourrie par l'expérience de terrain de son organisation, il a mis en évidence les conséquences que peuvent engendrer certaines activités extractives lorsqu'elles ne sont pas encadrées par des mécanismes efficaces de gouvernance et de responsabilité. Les discussions ont notamment porté sur les impacts socio-environnementaux de l'exploitation minière, tels que les déplacements forcés de populations, la dégradation des écosystèmes, la pollution des sources d'eau ainsi que les difficultés d'accès à certains services sociaux essentiels pour les communautés vivant à proximité des sites miniers.

Au cours de son intervention, Me Jean-Claude Katende a également insisté sur le rôle central de la transparence et de la lutte contre la corruption dans la promotion des droits économiques et sociaux. Selon lui, les importantes ressources générées par le secteur minier ne peuvent contribuer au développement durable que si elles sont gérées de manière responsable et équitable. Il a souligné que la mauvaise gouvernance et le détournement des revenus miniers constituent souvent des facteurs aggravants de la pauvreté et des inégalités, privant ainsi les populations des bénéfices auxquels elles devraient légitimement avoir droit. Cette réflexion a permis aux participants de mieux comprendre que la question minière ne se limite pas aux seuls aspects économiques ou fiscaux, mais touche également aux enjeux de justice sociale, de citoyenneté et de dignité humaine.

Fidèle à l'esprit du concours « Bozwi ya Ekolo », la rencontre a privilégié une approche interactive et participative. Un riche jeu de questions-réponses a permis aux étudiants et aux membres de l'Action pour la Bonne Gouvernance (ABG) d'échanger directement avec le responsable de l'ASADHO sur les défis liés à la protection des droits de l'Homme dans le contexte de l'exploitation des ressources naturelles. à l'issue de ces échanges, Me Jean-Claude Katende a salué l'initiative du concours et exprimé sa disponibilité à accompagner davantage les étudiants à travers l'organisation éventuelle d'une session de formation spécialisée sur les droits de l'Homme. Cette visite a ainsi constitué une étape importante dans le parcours des participants, en élargissant leur compréhension des enjeux de gouvernance minière et en les sensibilisant à la nécessité de placer l'être humain au coeur de toute politique de développement fondée sur l'exploitation des ressources naturelles.



24 JUILLET 2025 : Immersion au CEEC, au coeur de l'expertise minérale congolaise

giz Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH

Poursuivant leur parcours d'apprentissage auprès des institutions stratégiques du secteur extractif, les étudiants finalistes du concours « Bozwi ya Ekolo » ont effectué, le 24 juillet 2025, une visite guidée au Centre d'Expertise, d'Évaluation et de Certification des Substances Minérales Précieuses et Semi-précieuses (CEEC).

Cette activité avait pour objectif de permettre aux participants de mieux comprendre le rôle de cette institution publique dans la gouvernance du secteur minier et dans le contrôle des substances minérales produites en République démocratique du Congo.

La visite a été conduite par Monsieur Passy Nyembo, expert en charge de la formation au sein du CEEC, qui a présenté aux étudiants les missions essentielles de cet établissement spécialisé. Au cours de son exposé, il a expliqué le rôle du CEEC dans l'identification, l'évaluation, la certification et la traçabilité des substances minérales précieuses et semi-précieuses avant leur commercialisation ou leur exportation. Les participants ont également été édifiés sur la contribution de cette institution à la sécurisation des revenus miniers, à la lutte contre la fraude ainsi qu'au renforcement de la crédibilité des produits miniers congolais sur les marchés internationaux.

L'un des moments les plus marquants de cette visite a été la découverte du laboratoire du CEEC, considéré comme l'un des principaux centres d'expertise technique en matière d'analyse des substances minérales précieuses en RDC. Les étudiants ont eu l'opportunité d'observer les différentes étapes du processus d'évaluation et de certification des minerais, depuis leur réception jusqu'à l'établissement des résultats d'analyse. Cette immersion pratique leur a permis de mieux appréhender les mécanismes scientifiques et techniques qui garantissent la qualité, la conformité et la valeur marchande des ressources minérales congolaises.

Au-delà de son caractère pédagogique, cette visite a offert aux participants une vision concrète de l'une des institutions clés de la chaîne de gouvernance minière nationale. Elle a également permis de mettre en lumière le rôle stratégique joué par le CEEC dans la promotion de la transparence, la protection des intérêts économiques de l'État et la valorisation des richesses minérales du pays. Pour les étudiants engagés dans le concours « Bozwi ya Ekolo », cette expérience a constitué une occasion privilégiée de relier les connaissances théoriques acquises durant leur formation aux réalités opérationnelles du secteur minier congolais.









31 juillet 2025 :

AU CONSEIL CONGOLAIS DE LA BATTERIE, LES ÉTUDIANTS DÉCOUVRENT LES ENJEUX DE LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE









giz Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH



Dans le cadre des visites institutionnelles organisées au profit des participants au concours « Bozwi ya Ekolo », les étudiants finalistes ont effectué, le 31 juillet 2025, une immersion au sein du Conseil Congolais de la Batterie (CCB), une structure appelée à jouer un rôle stratégique dans le positionnement de la République démocratique du Congo au coeur de la transition énergétique mondiale. Cette visite a été marquée par une forte mobilisation des responsables et du personnel de l'institution, avec notamment l'implication du Directeur général, Monsieur Denis Lecouturier. Les échanges ont été conduits par le Directeur technique du Conseil, avec l'appui de la Directrice du marketing, offrant ainsi aux participants une vision globale des ambitions et des perspectives de cette jeune institution.

Au cours des discussions, les étudiants ont été sensibilisés aux profondes mutations que connaît actuellement l'industrie mondiale de l'énergie, marquée par une demande croissante en minerais stratégiques destinés à la fabrication des batteries électriques. Les responsables du CCB ont mis en lumière les opportunités exceptionnelles dont dispose la RDC grâce à ses importantes réserves de minerais critiques, notamment le cobalt, le lithium, le cuivre et d'autres ressources indispensables à la transition énergétique. Les échanges ont également porté sur le rôle du Conseil dans le plaidoyer en faveur de l'implantation d'industries locales de fabrication de batteries, avec pour ambition de faire évoluer le pays d'un simple exportateur de matières premières vers un acteur majeur de la chaîne de valeur mondiale des technologies vertes.

Les experts du Conseil ont particulièrement insisté sur la nécessité pour la RDC de se doter d'une stratégie nationale cohérente pour le développement de l'industrie de la batterie. Cette vision passe notamment par l'identification et la valorisation des ressources stratégiques disponibles sur le territoire national, l'optimisation des chaînes d'approvisionnement ainsi que le développement d'infrastructures industrielles adaptées. Ils ont également souligné l'importance de créer un environnement favorable aux investissements à travers la mise en place de mécanismes de sécurisation juridique, d'incitations fiscales attractives et de partenariats stratégiques à l'échelle régionale et internationale.

Cette rencontre a permis aux étudiants d'appréhender les nouveaux enjeux économiques liés à la transition énergétique et de mieux comprendre les défis auxquels la RDC est confrontée pour transformer son potentiel minier en véritable levier d'industrialisation. Les échanges riches et interactifs avec les experts du Conseil Congolais de la Batterie ont également nourri la réflexion des participants sur les opportunités qu'offre la révolution énergétique mondiale pour le développement du pays. À travers cette visite, les futurs chercheurs engagés dans le concours « Bozwi ya Ekolo » ont pu mesurer l'importance de la recherche, de l'innovation et de la vision stratégique dans la construction d'une industrie minière moderne, créatrice de valeur ajoutée et génératrice d'emplois pour les générations futures.

L'encadrement des candidats, une étape clé vers l'excellence académique

Dans le souci de garantir la qualité scientifique des travaux attendus dans le cadre du concours « Bozwi ya Ekolo », une séance d'encadrement a été organisée le 19 mars 2025 au profit de l'ensemble des étudiants sélectionnés. Cette activité, qui a réuni les candidats, les experts de l'Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives (ITIE-RDC) ainsi que plusieurs spécialistes issus de la société civile active dans le secteur minier, s'inscrivait dans la dynamique d'accompagnement mise en place par les organisateurs afin d'assurer une meilleure orientation des recherches entreprises par les participants.

Cette rencontre a constitué un cadre privilégié d'échanges entre les étudiants et les experts, permettant de faire le point sur l'état d'avancement des différents mémoires en cours de rédaction. Les participants ont eu l'occasion de présenter les progrès réalisés dans leurs recherches, d'exposer les difficultés rencontrées sur le terrain et de solliciter des orientations techniques adaptées aux problématiques développées dans leurs travaux. Les experts ont, quant à eux, partagé leur expérience et apporté des éclairages pratiques sur plusieurs questions liées à la gouvernance minière, à la fiscalité, à la transparence ainsi qu'à l'exploitation des données issues des institutions spécialisées du secteur extractif.

Au-delà du suivi académique, cette séance d'encadrement visait également à renforcer la capacité des étudiants à formuler des analyses pertinentes, des recommandations réalistes et des propositions susceptibles de contribuer à l'amélioration de la mobilisation et de la gestion des revenus miniers en République démocratique du Congo. Les échanges ont également porté sur les exigences méthodologiques et scientifiques liées à la rédaction des mémoires, ainsi que sur les techniques de présentation et d'argumentation en prévision des soutenances finales.

Véritable espace de mentorat et de partage d'expériences, cette activité a permis aux candidats de consolider leurs connaissances et d'affiner leurs réflexions avant l'étape décisive de la défense de leurs travaux. Elle illustre la volonté des initiateurs du concours « Bozwi ya Ekolo » de faire de cette compétition bien plus qu'un simple exercice académique, en offrant aux étudiants un accompagnement de proximité destiné à favoriser l'émergence de recherches de qualité, capables d'alimenter les débats sur la gouvernance des ressources minières et le développement durable de la République démocratique du Congo.

giz Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH


JOEL LUBBA



CONCOURS « BOZWI YA EKOLO »: UNE CÉRÉMONIE DE CLÔTURE SOUS LE SIGNE DE L'EXCELLENCE ET DE L'ENGAGEMENT CITOYEN





Le rideau est tombé sur la première édition du Concours universitaire « Bozwi Ya Ekolo » lors d'une cérémonie de clôture organisée le 22 octobre 2025 dans la salle polyvalente de Silikin Village, à Kinshasa. Cet événement, riche en émotions et en symboles, a marqué l'aboutissement de plusieurs mois de sensibilisation, de formation, de recherche scientifique et d'échanges autour de la gouvernance des revenus du secteur minier en République démocratique du Congo.

La cérémonie a réuni un large éventail d'acteurs engagés dans la promotion de la bonne gouvernance des ressources naturelles, parmi lesquels des représentants du monde académique, de la société civile, des partenaires techniques et financiers ainsi que des organisations de jeunesse. La présence de M. Daniel Mukendi, représentant du Président du Conseil National de la Jeunesse, a témoigné de l'intérêt croissant accordé à l'implication des jeunes dans les débats relatifs à la gestion des ressources stratégiques du pays.

Organisée par l'Action pour la Bonne Gouvernance (ABG), avec l'appui de ses partenaires, la cérémonie a été animée par les experts de l'organisation et co-facilitée par les représentants de la GIZ ainsi que du Secrétariat technique de l'ITIE-RDC. Les différentes interventions ont mis en avant la contribution de la recherche universitaire à l'amélioration de la gouvernance minière et à la promotion de la transparence dans la gestion des revenus extractifs.

giz Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH





L'un des moments les plus attendus de la journée a été la proclamation officielle des résultats du concours. Les noms des dix lauréats ont été dévoilés de manière progressive, du dixième au premier rang, dans une ambiance empreinte de suspense et ponctuée par les applaudissements nourris du public venu célébrer l'excellence académique.

À cette occasion, chacun des lauréats a reçu une distinction symbolisant son mérite et son engagement. Les dix gagnants se sont vu remettre un ordinateur portable neuf ainsi qu'un trophée « Bozwi Ya Ekolo », récompensant la qualité de leurs travaux de recherche et leur contribution à la réflexion sur la mobilisation et la gestion des revenus miniers.

Une attention particulière a été accordée à la grande gagnante du concours, Mlle Pierrette Nsala, dont le mémoire a obtenu la meilleure évaluation du jury. En plus du trophée et de l'ordinateur portable, elle a bénéficié d'une récompense exceptionnelle : un voyage à Lubumbashi afin de participer à l'Alternative Mining Indaba Junior, organisé du 28 au 31 octobre 2025.

Cette rencontre constitue l'un des principaux cadres d'échanges dédiés à la promotion des droits des communautés affectées par l'exploitation minière et à la réflexion sur les enjeux de la transition énergétique mondiale. La participation de la lauréate à ce forum a représenté une opportunité unique de partager les conclusions de ses recherches avec d'autres jeunes leaders, chercheurs et acteurs engagés dans la gouvernance des ressources naturelles.

Au-delà de la remise des prix, cette cérémonie de clôture a permis de

mettre en lumière le potentiel de la jeunesse congolaise à contribuer aux réformes du secteur extractif à travers la recherche, l'innovation et l'engagement citoyen. Elle a également confirmé la pertinence du concours « Bozwi Ya Ekolo » comme espace de valorisation des talents universitaires et de promotion d'une culture de transparence et de redevabilité dans la gestion des richesses minières du pays.

Par cette initiative, l'Action pour la Bonne Gouvernance et ses partenaires réaffirment leur volonté d'investir dans le renforcement des capacités des jeunes et dans la production des connaissances susceptibles d'éclairer les politiques publiques. Le succès de cette première édition ouvre ainsi la voie à de nouvelles perspectives pour la participation de la jeunesse congolaise aux débats sur le développement durable et la gouvernance des ressources naturelles.

Au-delà du concours : l'émergence d'une nouvelle génération de chercheurs engagés pour la gouvernance minière L'un des résultats les plus marquants du projet « Bozwi Ya Ekolo » demeure sans conteste la dynamique de réseautage créée entre les étudiants participants. Bien au-delà de la compétition académique, le concours a favorisé la naissance d'un espace d'échanges et de collaboration entre jeunes chercheurs issus de plusieurs établissements d'enseignement supérieur de la République démocratique du Congo.

Au fil des différentes activités organisées dans le cadre du projet, les étudiants ont développé des liens professionnels et académiques leur permettant de partager des informations, d'échanger des expériences et de réfléchir collectivement aux opportunités ainsi qu'aux défis liés à la gouvernance du secteur minier congolais.

Cette dynamique a conduit à la création d'un réseau de jeunes chercheurs ayant participé au concours « Bozwi Ya Ekolo ». Cette plateforme a pour vocation de pérenniser les réflexions initiées dans le cadre du projet, d'encourager la recherche scientifique sur les questions minières et de renforcer la participation de la jeunesse aux débats sur la gestion des ressources naturelles en RDC.

UN CHANGEMENT PROGRESSIF DANS L'INTÉRÊT DES ÉTUDIANTS POUR LES QUESTIONS MINIÈRES

Avant la mise en oeuvre du projet, les thématiques liées au secteur minier suscitaient relativement peu d'intérêt au sein du monde universitaire congolais. Les mémoires et travaux de recherche consacrés à la gouvernance minière, à la fiscalité extractive ou à la gestion des revenus issus des ressources naturelles demeuraient peu nombreux, malgré l'importance stratégique de ce secteur pour l'économie nationale.

Les analyses critiques et les travaux spécialisés sur les enjeux miniers étaient principalement produits par les organisations de la société civile et certains experts du secteur. Cette situation limitait la contribution du monde académique aux réflexions sur les politiques publiques relatives à l'exploitation des ressources naturelles. Grâce au projet « Bozwi Ya Ekolo », une évolution significative a été observée. Le concours a permis de susciter un intérêt croissant des étudiants et des chercheurs pour les questions liées à la gouvernance minière. Plusieurs participants ont manifesté leur volonté de poursuivre leurs recherches dans ce domaine et de contribuer davantage à la production des connaissances scientifiques sur les enjeux du secteur extractif. Cette mobilisation démontre l'existence d'un potentiel important au sein de la jeunesse universitaire congolaise pour accompagner les efforts de réforme, de transparence et de bonne gouvernance dans le secteur minier.

UN ENGAGEMENT RENFORCÉ AUPRÈS DE L'ABG

L'impact du projet s'est également traduit par un rapprochement entre les jeunes participants et l'Action pour la Bonne Gouvernance (ABG). À l'issue du concours, de nombreux étudiants ont exprimé leur intérêt à rejoindre les initiatives de l'organisation afin d'approfondir

leurs connaissances sur le secteur extractif et de participer activement aux actions de sensibilisation, de recherche et de plaidoyer menées par l'ABG.

Cette adhésion croissante témoigne de l'intérêt grandissant de la jeunesse pour les questions de gouvernance des ressources naturelles et de son désir de jouer un rôle plus actif dans le développement du pays.
Cette édition spéciale du Magazine « Bozwi Ya Ekolo » met en lumière l'engagement remarquable de la jeunesse estudiantine congolaise dans la réflexion sur les enjeux liés à la mobilisation et à la gestion des revenus du secteur minier. À travers leurs travaux de recherche, leurs propositions et leurs analyses, les étudiants ont démontré leur capacité à contribuer au débat public sur la gouvernance des ressources naturelles et sur le développement durable de la République démocratique du Congo.

Au-delà des distinctions décernées aux lauréats, le projet a permis de stimuler l'intérêt du monde universitaire pour les questions minières, de renforcer les liens entre les étudiants et les acteurs du secteur extractif, et de favoriser l'émergence d'une communauté de jeunes chercheurs engagés.

L'Action pour la Bonne Gouvernance (ABG) formule le voeu que cette initiative inspire davantage d'étudiants, de chercheurs et de jeunes leaders à explorer les problématiques liées au secteur extractif, à développer des recherches innovantes et à contribuer, par leurs connaissances et leur engagement citoyen, à une gestion plus transparente, plus équitable et plus efficace des ressources naturelles de la RDC.

Car les richesses minières du pays ne constituent pas seulement un enjeu économique : elles représentent également un puissant levier de développement dont la gouvernance doit mobiliser toutes les forces vives de la Nation, à commencer par sa jeunesse.







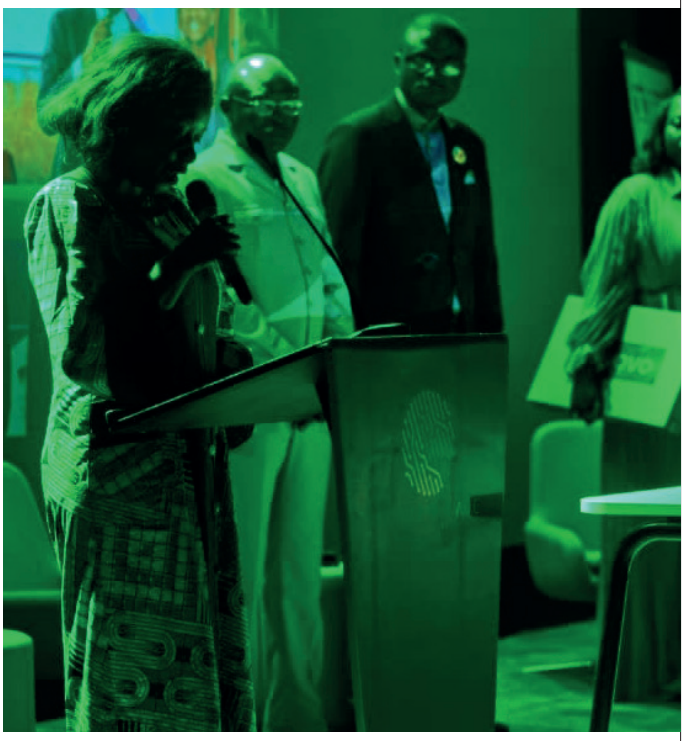






giz Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH


giz




giz
CANDIDATE
NSALA PIERRETTE
Pierrette
Lenovo


giz
CANDIDATE
NSALA PIERRETTE
Pierrette


giz
CANDIDATE
NSALA PIERRETTE
Pierrette
Lenovo


giz
Pierrette
CONCOURS
BOZWI YA EKOLO
SILIKIN VILLAGE

CONCOURS « BOZWI YA EKOLO » :

LES ÉTUDIANTS METTENT LEUR EXPERTISE AU SERVICE DE LA MOBILISATION ET LA GESTION DES REVENUS DU SECTEUR MINIER EN RDC

L'étape décisive du Concours universitaire des meilleurs mémoires sur la mobilisation et la gestion des revenus du secteur minier, dénommé « Bozwi Ya Ekolo », s'est tenue du 19 au 20 septembre 2025 dans la grande salle MBA de l'Université Protestante au Congo (UPC), à Kinshasa. Pendant deux jours, les candidats sélectionnés ont défendu publiquement les résultats de leurs recherches devant un jury multidisciplinaire composé d'experts du secteur extractif, du monde académique et de la société civile.

Le jury était constitué de Me Jean-Pierre Okenda, expert du secteur minier, de M. Caleb Bonyi, représentant de l'ITIE-RDC, de Me Patrick Balabala, expert de la société civile, du Professeur Alain Mujinga, représentant du monde académique, ainsi que de MM. Joël Luaba et Jackson Liele, experts de l'Action pour la Bonne Gouvernance (ABG), organisation initiatrice du projet.

Cette phase de défense a également réuni plusieurs partenaires de mise en oeuvre, notamment la GIZ, des représentants des établissements d'enseignement supérieur et universitaire, des organisations de la société civile ainsi que de nombreux invités venus encourager cette initiative visant à promouvoir la recherche appliquée sur la gouvernance des ressources naturelles en République démocratique du Congo.

Chaque candidat disposait de quinze minutes pour présenter l'essentiel de son mémoire, notamment les principaux résultats de recherche ainsi que les recommandations formulées pour améliorer la mobilisation, la gestion et le contrôle des revenus issus du secteur minier. Les échanges avec le jury ont permis d'évaluer la pertinence scientifique des travaux, leur contribution aux débats sur la gouvernance minière et leur potentiel d'impact sur les politiques publiques.

Sur les vingt-cinq étudiants initialement attendus à cette session, dix-neuf ont effectivement participé aux soutenances publiques. à l'issue des présentations, le jury s'est retiré en délibération afin d'évaluer les travaux sur la base de plusieurs critères, notamment la qualité du contenu, la rigueur méthodologique, la présentation formelle du mémoire et la performance du candidat lors de la défense.

Au terme de cet exercice, dix mémoires ont été retenus comme les meilleurs de cette première édition du concours. La première place est revenue à Mlle Pierrette Nsala, étudiante de l'Université Protestante au Congo, dont le travail s'est distingué par la qualité de son analyse et la pertinence de ses recommandations en matière de gouvernance des revenus miniers.

giz Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH

RÉSUMÉ DU CONTENU DES MÉMOIRES DES CANDIDATS AU CONCOURS

N°	NOMS	SUJETS	RECOMMANDATION
01	NSALA Pierrette	Gouvernance minière en RDC : défis et perspectives du développement durable « cas du contrat Sicomines).	Au vu des résultats obtenus, plusieurs recommandations s'imposent pour optimiser l'impact du contrat Sicomines sur le développement durable en RDC, notamment : 1. La révision des clauses contractuelles est nécessaire pour ren forcer la transparence, l'équité et l'alignement sur les priorités nationales, notamment le Plan National Stratégique de Déve loppement (PNSD). 2. L'adoption d'un manuel de procédures financières strict et l'implication directe des institutions congolaises dans la gestion des fonds et des projets permettraient de réduire les dérives et d'améliorer la redevabilité. 3.Le paiement direct des prestataires congolais et le renforcement des capacités locales favoriseraient une meilleure appropriation des projets et une redistribution plus équitable des retombées économiques. 4. Par ailleurs, il est crucial de renforcer les mécanismes de contrôle indépendants et d'intégrer systématiquement des études d'impact environnemental et social pour garantir la durabilité des infrastructures réalisées.

02	TSHIMBALANGA Peter	Responsabilité industrielle d'un titulaire d'un droit minier vis-à-vis de la communauté locale.	1. Mettre en place de lege ferenda l'action collective pour éviter plusieurs actions qui seront coûteuses et qui pourraient aboutir à des solutions différentes et permettre d'affronter en ordre concentré les entreprises minières tant dans la phase de conciliation que dans celle judiciaire, sans exclure l'action individuelle ; 2. Supprimer de lege ferenda l'article 405 alinéa 1 du règlement minier qui dit que le titulaire n'est responsable des dommages causés sur l'environnement par ses activités que dans la mesure où il n'a pas respecté les termes de son plan environnemental approuvé, y compris les modifications au cours du projet, ou a violé l'une des obligations environnementales, car il risque de bloquer les actions de plusieurs victimes des préjudices écologiques objectifs ou subjectifs. Sachant que le régime de responsabilité industrielle est un régime de responsabilité de plein droit ou de présomption de responsabilité (responsabilité objective), se fondant sur les théories de risque et de précaution, quand il y a un préjudice constaté du fait des activités dangereuses dans la communauté, l'auteur, dans ce cas précis le titulaire de droit minier, devra y répondre qu'il ait ou non fait approuver un plan de gestion environnemental ; 3. L'Etat doit renforcer les compétences des magistrats congolais en droit minier et en droit de l'environnement pour un bon suivi des cas d'impact environnemental (pollution) subis par les communautés; 4. Faire impliquer l'ITIE dans la publication des rapports ayant trait aux/à la responsabilité(s) industrielle pour mettre pression à la justice et aux sociétés minières dans le but de sauvegarder les droits des communautés locales ; 5. L'institution de lege ferenda d'une assurance de responsabilité industrielle obligatoire du titulaire de droit minier et/ou de carrières qui permet aux victimes d'initier leurs actions soit contre l'entreprise titulaire de droit minier, soit à l'endroit de son assureur, surtout pour le cas où le titulaire est insolvable ou a disparu, l'action est initiée contre son assureur ; 6. Que l'Etat endosse la responsabilité de réparation du préjudice en cas de disparition du titulaire d'un droit minier car étant propriétaire exclusif du sol, du sous-sol et des infrastructures minières, après expiration du droit minier ainsi que des garanties dont il bénéficie sur sa durée illimitée ; 7. Vulgariser par l'enseignement dans les écoles et universités, les dispositions du code minier et ses mesures d'accompagnement ; 8. Et enfin l'instauration d'une distribution collective par l'octroi par exemple, des indemnités à une ASBL ou une mutuelle locale qui pourra d'une manière ou d'une autre, en faire bénéficier aux victimes membres.

03	TUTE Regina	Perspective d'un modèle de développement durable sur le secteur	1. Favoriser la création des usines de transformation de ces différentes ressources minières et énergétiques du Kivu en RDC, tout en créant des zones économiques spéciales pour encourager la transformation locale ; 2. Favoriser la formation technique des jeunes et des femmes dans le secteur minier, en vue d'accroitre l'employabilité au niveau local ; 3. Veiller au respect des mesures légales liées à la protection de l'environnement en vue d'éviter les catastrophes naturelles et de limiter les impacts socio-environnementaux au niveau des communautés locales ; 4. Contribuer au renforcement des capacités institutionnelles pour garantir la transparence et la juste redistribution des revenus et appuyer la formalisation du secteur minier artisanal au Kivu. En effet, la majorité de l'exploitation minière dans cette zone se fait de manière artisanale, ce qui rend difficile la collecte et fiabilité des données précises sur les volumes des produits et les réserves restantes. Par ailleurs, cette exploitation artisanale repose sur des nombreuses coopératives, des comptoirs des négociants locaux qui travaillent souvent dans l'illégalité.
04	MUMBA Jireh	L'impact de la mobilisation des recettes minière sur la stabilité du taux d'échange en RDC	Au gouvernement, de prendre des mesures visant à renforcer la production, diversifier l'économie, canaliser les recettes d'exportation minière pour maîtriser l'inflation et à stabiliser l'économie en vue de favoriser une reprise de confiance dans le franc congolais et de renforcer la monnaie locale. 2. Mettre en place des politiques économiques cohérentes et durables pour réduire la dépendance au dollar et restaurer la stabilité monétaire. 3. Aux décideurs politiques : de se référer au modèle ARDL utilisé dans l'analyse empirique, pour mettre en lumière les défis liés à l'instabilité du taux de change et les conditions nécessaires à une possible stabilité du taux de change, car cette étude vise à offrir des pistes de réflexion et d'action pour renforcer l'efficacité des politiques de change, monétaires et économiques en RDC.

05	MBAWOTO BOPE Esther	De la transparence et de la divulgation d'informations dans le secteur minier en droit congolais	1. Renforcement juridique : clarification des obligations de publication, précision des formats et délais, sanctions proportionnées et effectives ; 2. Réforme institutionnelle : clarification des rôles, renforcement des capacités techniques et financières, autonomie des organes de contrôle ; 3. Coordination et numérisation : mise en place d'une plateforme interinstitutionnelle pour le partage des données, harmonisation des règles entre niveau central et provincial ; 4. Gouvernance participative : implication active de la société civile et du secteur privé dans le suivi et la redevabilité des contrats miniers.
06	AMOURI FAZILI	Mécanisme de lutte contre la fraude minière en RDC : impact sur la mobilisation des revenus fiscaux	1. Renforcer le suivi de l'exécution des mesures pratiques de collaboration sur le terrain entre toutes les propriétaires des entreprises du secteur minier et l'organisme public. 2. Lutter contre le trafic illicite de minerais, la fraude et la contrebande minière. 3. Améliorer les contrôles et la gestion des frontières en RDC.
07	LAY NDOY Gemmera	Analyse et perspective de la mobilisation des recettes minières en RDC	Voici quelques suggestions concrètes pour améliorer la mobilisation des recettes : 1. Numérisation intégrale du cadastre minier - Mettre en place un système digital interactif pour gérer les titres miniers en temps réel. - Réduire les fraudes, les doublons et améliorer la transparence. 2. Renforcement du contrôle des obligations fiscales des détenteurs de titres - Suivi rigoureux des paiements des droits superficiaires et autres redevances. - Sanctions immédiates en cas de non-paiement ou d'inactivité prolongée. 3. Revue régulière des périmètres inactifs - Retirer les permis non exploités et les réattribuer à des investisseurs sérieux. - Optimiser l'utilisation des ressources minières. 4. Formation du personnel et renforcement des capacités - Former les agents à la gestion moderne des finances et aux outils de suivi fiscal. - Réduire les risques de mauvaise gestion ou de corruption interne.

			5. Sensibilisation des entreprises minières - Organiser des ateliers pour expliquer les obligations légales et les avantages d'une déclaration correcte. - Promouvoir une culture de conformité fiscale. 6. Collaboration renforcée entre la DGRAD, DGI, et autres services administratifs. Voici quelques innovations concrètes et applicables pour améliorer la mobilisation des recettes au CAMI : 7. Plateforme numérique de gestion des titres miniers - Création d'un portail digital pour les demandes, renouvellements et paiements en ligne. - Réduction des déplacements, des retards et de la fraude. 8. Paiement électronique automatisé - Mise en place d'un système de paiement mobile ou bancaire automatisé pour les frais de titres miniers. - Intégration et collaboration avec les banques commerciales et la Banque Centrale. 9. Suivi par satellite des périmètres miniers - Utilisation de la télédétection pour surveiller l'activité réelle des détenteurs de titres. - Retrait automatique des zones inactives. 10. Tableau de bord intelligent (Dashboard) - Visualisation en temps réel des recettes par source, province, type de titre, etc. - Aide à la prise de décision rapide et efficace. 11. Blockchain pour la traçabilité des paiements - Sécuriser les transactions et garantir la transparence des flux financiers. - Réduction du risque de détournement ou manipulation.
08	MALUKA NZAMBE AZALI Georges	Impact des revenus issus du secteur minier sur le budget de l'État et leurs contributions au développement durable en RDC.	1. Renforcer la transparence et la traçabilité des flux financiers issus du secteur extractif particulièrement minier, à travers une autonomisation du système de collecte, de transfert et de suivi des paiements ; 2. Accroitre l'implication des communautés locales dans la planification, le suivi et l'évaluation des projets financés par le FOMIN ; 3. Doter le FOMIN d'un cadre stratégique clair, avec une programmation pluriannuelle alignée sur les priorités du développement durable ; 4. Renforcer le rôle des instituions de contrôle, notamment la Cour des comptes, l'IGF, ainsi que les organisations de la société civile, pour prévenir les risques de détournements ou de mauvaise gestion; 5. Ne plus allouer les fonds au FOMIN suite à son inefficacité sur terrain, et verser les 10% de sa cote part au gouvernement central, afin de lui donner plus des moyens pouvant aider à soutenir d'avantage le développement durable du pays. En définitive, une réforme structurelle de la gouvernance minière, centrée sur la justice distributive, la durabilité et l'inclusivité, est impérative pour que les ressources minières cessent d'être une malédiction et deviennent une opportunité réelle de transformation sociale et économique au service des populations congolaises, d'aujourd'hui et de demain.

09	NGINDU KAPONGO Layine	Impacte du secteur minier dur le développement socioéconomique de la RDC analyse et perspective	La RDC dispose d'un potentiel minier exceptionnel qui, s'il est mieux géré, peut devenir un véritable levier de développement inclusif et durable. Pour y parvenir, nous recommandons aux décideurs de : 1. Renforcer la gouvernance et la transparence afin d'assurer une redistribution effective des redevances aux provinces et collectivités locales ; 2. Promouvoir la transformation locale des minerais, tout en diversifiant l'économie au-delà du secteur extractif ; 3. Doter la CTCPM des moyens nécessaires pour jouer pleinement son rôle de coordination et de planification minière.
10	KALONGA MBAYI Ariel	Les déterminants de la fraude fiscale dans le secteur minier.	1. Renforcer la gouvernance minière en RDC pour maximiser les bénéfices fiscaux et réduire la dépendance mondiale au cobalt et au cuivre ; 2. Adopter des technologies comme la blockchain, en réformant les institutions pour accroître la transparence et en investissant les revenus dans un fonds souverain ; 3. Aux décideurs politico-administratives : adopter une politique de transformation des ressources en un levier de développement durable. Bref, la combinaison à des recherches approfondies permettra à la RDC de revendiquer une souveraineté économique et de répondre aux attentes d'une population confrontée à une pauvreté persistante. Ce travail pose ainsi les bases pour des politiques publiques audacieuses et des investigations futures, afin de faire du secteur minier congolais un moteur de prospérité

Au-delà de la compétition académique, cette initiative a permis de mettre en lumière les réflexions et propositions de la jeunesse universitaire congolaise sur les défis liés à la gestion des ressources minières. Les recommandations formulées par les dix lauréats constituent une contribution significative aux efforts visant à renforcer la transparence, la redevabilité et l'efficacité dans la gestion du secteur minier congolais.

L'analyse des résultats révèle également une forte représentation de certaines institutions académiques. L'Université Protestante au Congo (UPC) et l'Institut Supérieur Pédagogique de la Gombe (ISP-G) arrivent en tête avec trois mémoires sélectionnés chacune. Elles sont suivies par l'Université de Kinshasa (UNIKIN) et l'Université Libre de Kinshasa (ULK), qui comptent chacune deux mémoires parmi les dix meilleurs retenus.

La répartition statistique se présente comme suit :
- UPC : 3 mémoires ;
- ISP-G : 3 mémoires ;
- UNIKIN : 2 mémoires ;
- ULK : 2 mémoires.

L'approche genre constitue également l'un des enseignements majeurs de cette édition. Sur les dix meilleurs mémoires retenus, cinq ont été rédigés par des femmes, soit 50 % des travaux primés. Une performance qui témoigne de l'implication croissante des étudiantes dans les questions de gouvernance des ressources naturelles et de leur contribution à la réflexion sur le développement durable de la République démocratique du Congo.

À travers cette étape des défenses publiques, le concours « Bozwi Ya Ekolo » confirme son ambition de créer un pont entre la recherche universitaire et les enjeux de gouvernance du secteur minier. En valorisant l'excellence académique et l'innovation intellectuelle, cette initiative portée par l'Action pour la Bonne Gouvernance contribue à faire émerger une nouvelle génération de chercheurs et de leaders engagés dans la promotion d'une gestion responsable des richesses minières au bénéfice de l'ensemble de la population congolaise.

PURE POUR UNE SANTÉ SEREINE

Benit'O

EAU PURE



Offrez à votre corps la pureté qu'il mérite.

EAU PURIFIEE

The Mining Mag

Pour la valorisation de nos ressources naturelles



Sur appui technique et financier de :

coopération allemande
DEUTSCHE ZUSAMMENARBEIT

Cofinancé par l'Union européenne

giz Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH

AGG
Action pour la Bonne Gouvernance

ITIE RDC
Initiative pour la Transparence des Industries Extractives